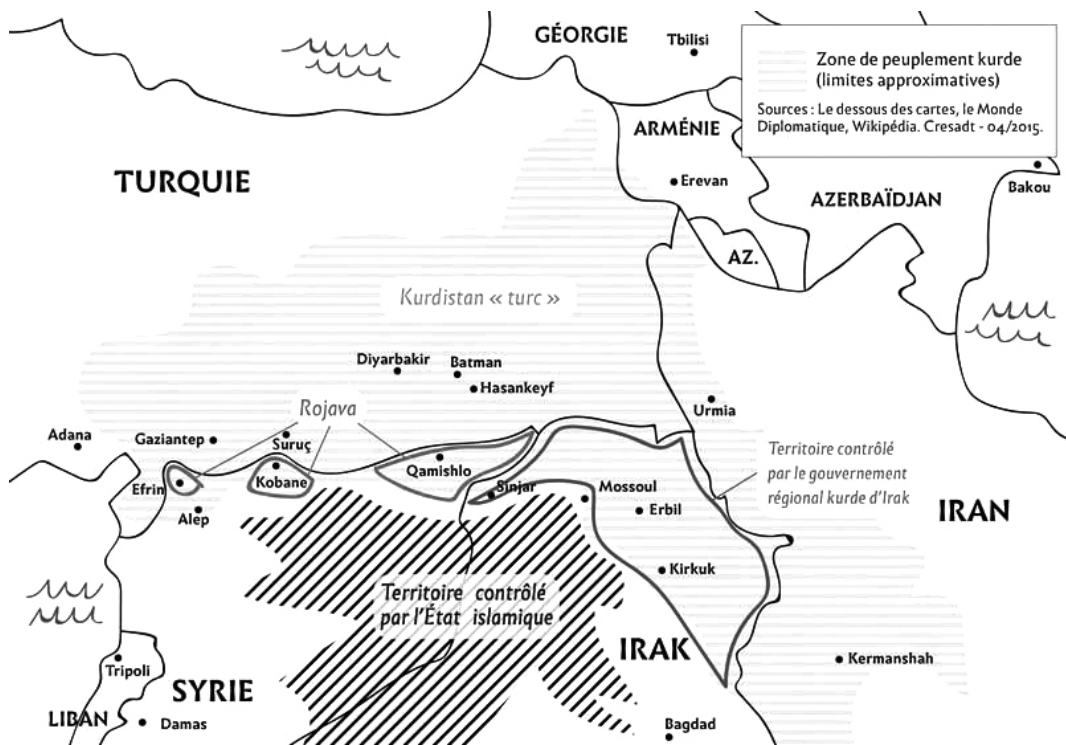


De retour du Kurdistan

mai 2015





Brochure réalisée par le collectif Marseille-Rojava

marseille-rojava@riseup.net

et le blog «Ne var ne yok»

http://nevarneyok.noblogs.org - nevarneyok@riseup.net

Septembre 2015



Sous le paradigme kurde

CQFD n°132 - mai 2015

Les Kurdes ont toujours été pris en étau entre les différentes puissances régionales – ottomane, perse et arabe – et les intérêts occidentaux. Écartelés entre plusieurs entités nationales lors du partage du Moyen-Orient par la France et la Grande-Bretagne (accords secrets de Sykes-Picot) après la Première Guerre mondiale et la non-ratification du traité de Sèvres par la jeune Turquie en 1920, ils ont été à la fois assignés à choisir un camp et soupçonnés de trahison par les nouveaux États-nations qui leur imposaient leur joug. Ils furent les laissés-pour-compte des luttes anticoloniales. L'historien du Moyen-Orient Maxime Rodinson donnait l'explication de cet oubli, voire de ce mépris : *«C'est simplement que les Kurdes ont eu le tort ou le malheur d'avoir à revendiquer leur indépendance de décision à l'encontre (entre autres) de deux nations qui, elles-mêmes, revendiquaient des droits analogues et étaient, de ce fait, soutenues par la gauche mondiale. D'abord, dans le passé récent, contre une Turquie nationaliste que les puissances impérialistes d'Occident voulaient asservir et que l'évolution de sa politique intérieure n'avait pas encore rendue antipathique à cette gauche. Ensuite et sur-*

tout, contre les Arabes d'Irak (et de Syrie), alors que le peuple arabe dans son ensemble apparaissait comme une victime de choix des mêmes impérialistes et le chef de file de la lutte contre eux. Les Kurdes, en quelque sorte, seraient donc les opprimés des opprimés.¹» Cependant, ce qui se joue aujourd'hui au Rojava syrien et au Kurdistan nord («*Bakur*», côté turc) ressemble moins à une lutte nationale qu'à une révolution sur des bases d'auto-organisation qui dépasse largement la simple carte identitaire kurde. Accompagnant une petite délégation, et grâce à un excellent traducteur, *CQFD* s'est rendu dans le sud-est du territoire turc à la rencontre d'une société kurde intensément politisée... et à la recherche de sentiments communs.

« *Newroz piroz be !* »

21 mars, fin de matinée. À Diyarbakir (Amed en kurde), capitale politique et culturelle du Kurdistan nord, des milliers de personnes affluent à pied vers l'immense terrain vague en périphérie de la ville où se tient le Newroz. Malgré les averses, plus d'un million de Kurdes sont venus participer à ce rassemblement qui célèbre, chaque premier jour de printemps, le passage à la nouvelle année dans les sociétés irano-kurdes. Depuis 1984, c'est plus spécifiquement un moment de revendication de l'identité kurde bafouée par l'État central, ce qui donne lieu certaines années à des heurts violents avec la police. En 2012, alors que le gouvernement central avait interdit le rassemblement, la police anti-émeute avait tué un militant kurde. Cette année, la fête se déroule dans un climat relativement «pacifié». «*C'est devenu un peu un carnaval*, nous confie Malxwê, un chef de famille d'une soixantaine d'années. *Avant, c'était plus violent.* » Les écharpes et les drapeaux aux couleurs kurdes, jaune, rouge, vert, les *chafiye* (keffieh) et les foulards russes à fleurs multicolores offrent une tonalité chamarrée à cette journée pluvieuse. Un peu partout, des grappes mixtes, en ligne ou en cercle ouvert, se jettent dans la danse traditionnelle qui ressemble un peu à l'*an-dro* breton, en plus énergique. De nombreux jeunes, garçons et filles, arborent fièrement l'uniforme couleur olive de la guérilla PKK – sarouel large, une écharpe en guise de ceinture et gilet à poches – dont le gouvernement voudrait interdire le port dans les lieux publics.

On peut difficilement faire abstraction de l'influence du PKK au sein la population kurde, mais c'est surtout la bataille de Kobané contre Daech

[1] Préface à l'ouvrage collectif dirigé par Gérard Chaliand, *Les Kurdes et le Kurdistan*, éd. Maspero, 1978.

qui a galvanisé les jeunes Kurdes de Turquie. Par milliers, ils sont partis au Rojava rejoindre les rangs des YPG (Unités de protection du peuple) et des YPJ, leurs brigades féminines, évaluées à 30 % des forces combattantes kurdes, soient 10 000 combattantes. Les manifestations d'octobre 2014, à Istanbul, Ankara, Izmir ou encore à Diyarbakir, en soutien à Kobané avaient provoqué la mort d'au moins trente-huit personnes sous les assauts d'une police ultra-militarisée, ainsi que des milliers d'arrestations. On y reprochait l'inertie de l'État turc, voire certaines complicités au sein de l'armée avec Daech, et la promesse non tenue de laisser passer des combattants pour se battre à Kobané.

Profitant d'une éclaircie, les intervenants à la tribune annoncent la lecture d'un discours d'Öcalan – le leader du PKK, parfois surnommé *«le soleil des Kurdes»* –, écrit depuis l'île-prison d'Imrali, dans la mer de Marmara, dont il est le seul pensionnaire depuis son arrestation, au Kenya, en 1999 et où il est gardé par mille soldats – impitoyable pension complète coûtant 70 000 euros par jour à l'État... Malgré son isolement, Öcalan reste l'acteur incontournable des négociations entamées avec l'État turc, en décembre 2013, pour répondre à la demande constitutionnelle des droits des Kurdes et leur donner des garanties d'autonomie politique. Son discours a été interprété par la plupart des médias occidentaux comme l'annonce unilatérale d'abandon des armes pour le printemps, mais en réalité cette décision reste suspendue à dix conditions *«pour établir la paix et la démocratie»*, ambitieux programme pour l'ensemble du Moyen-Orient, qui exige les garanties juridiques d'une citoyenneté libre, le respect du pluralisme culturel et religieux, des perspectives nouvelles en matière d'écologie, de droits des femmes, etc. Le chef de l'État turc, Erdoğan – qui déclarait, le 27 février dernier, qu'*«il n'y a plus de problème kurde»* – ne s'y trompe pas en feignant de rejeter publiquement toute négociation avec le PKK, considéré comme une *«organisation terroriste»*. Le président turc cherche dans le même temps à donner des gages à sa puissante extrême-droite, les Loups-gris du MHP (Milliyetçi Hareket Partisi – Parti d'action nationaliste), dont il doit s'assurer du soutien afin de conserver sa majorité lors des prochaines législatives de juin. Pour ces élections, le bloc pro-kurde HDP (Parti démocratique des peuples) a lui-même réuni une large coalition, avec l'appui de quelques mouvements de la gauche turque et parfois des éléments très hétéroclites – il y a même un candidat assez excentrique, le très fort en gueule Altan Tan, qui, en dépit de la ligne politique, truffe ses interventions de référence à la

charia ! Le HDP pourrait bien franchir le seuil de la représentativité en Turquie, la fameuse barre des 10 %, et constituer de ce fait un groupe parlementaire qui aurait certaines prérogatives constitutionnelles.

Même si, dans un pays qui se raidit sous la conduite d'une politique autoritaire, la perspective d'une nouvelle donne politique pourrait en partie se jouer dans les urnes, c'est au sein de la société civile elle-même que l'on peut ressentir le nouveau souffle démocratique du mouvement du mouvement social.

« Rétrécir l'État »

22 mars. Centre ville de Diyarbakir. Le grand bâtiment rayé de Konukevi, qui héberge le Congrès pour la société démocratique (en turc Kongreya civaka demokratik – KCD), connaît une effervescence de précampagne électorale. Musa Farisgullari, le visage austère marqué par l'épreuve du combat, dont la gravité est accentuée par des yeux d'un bleu métallique, accepte de nous recevoir entre deux réunions. Orhan, le camarade qui nous guide dans la ville, nous l'avait décrit avec une certaine admiration comme un « loup politique ».

« **Le KCD** est une organisation civile et sociétale qui tient le rôle d'un protoparlement du mouvement kurde, nous explique Musa. Il est composé de 501 délégués, hommes et femmes, dont 60 % sont élus lors d'une consultation populaire et le reste mandatés démocratiquement





par différentes organisations politiques. Nous tenons une assemblée générale tous les trois mois, où nous veillons à prendre les décisions par consensus. Le Congrès refuse la hiérarchie et la mentalité étatique. Il refuse également la modernité capitaliste et essaie de lui substituer une modernité démocratique. » Musa nous expose, dans un discours plutôt formel, les paradigmes du projet kurde. « *Le KCD cherche à appliquer trois principes : 1) L'auto-administration de la société civile. 2) L'autosuffisance économique vis-à-vis de l'État. 3) L'interdépendance et la coopération entre les organisations et les différentes composantes ethniques du Kurdistan [Arméniens, Assyriens, Araméens, Syriaques, Chaldéens, etc.]. De la commune villageoise au canton, du quartier à l'assemblée de ville, nous encourageons la société à s'organiser du bas jusqu'en haut. »*

À Diyarbakir, il y a quarante-deux assemblées de quartier, ainsi qu'une dizaine de « commissions » portant sur les différents paradigmes : éducation, travail, industrie non productiviste, urbanisme, écologie, femmes, jeunes, diplomatie, « problèmes et réparations » – paradigme qui repose sur un règlement des contentieux par des formes de médiation, en opposition « *au droit "positiviste" de la justice d'État qui repose sur la sanction et crée plus de problèmes qu'il n'en résout. »* Assemblées et commissions se croisent et s'entremêlent et les couches du mille-feuilles du modèle démocratique kurde sont parfois complexes à démêler. « *Notre*

combat prend en compte tous les acquis des mouvements antérieurs comme leurs défaites. Ainsi, nous pensons que la révolution russe de 1917 a échoué à créer une alternative démocratique à la modernité capitaliste et nous ne reconnaissons aucun pays socialiste au monde. Par ailleurs, nous n'attendons rien de l'État turc, qui, malgré quarante ans de résistance kurde, ne nous a jamais laissé aucun espace d'expression. Notre but est précisément de rétrécir l'État et d'augmenter l'espace démocratique. »

La «démocratie» ! Là où en Europe on aurait tendance à être désabusé par un principe en caoutchouc tellement galvaudé dans la bouche des politiciens et sermonneurs de plateaux télé, nos interlocuteurs prennent l'idée au mot et se l'approprient. Dans la grande librairie-salon de thé qui jouxte le centre du KCD, nous partageons avec Orhan et Mehmet, deux enseignants d'une quarantaine d'années, nos expériences politiques réciproques, autour de moult çay (thé). « *Les Kurdes sont moins atteints par la servitude et l'individualisme que dans les sociétés capitalistes occidentales, estime Mehmet. Nous avons la chance par rapport aux Européens de ne pas connaître la même atomisation dans notre rapport de force vis-à-vis du pouvoir. Nous n'avons rien à envier à vos démocraties fictives qui montrent leur vrai visage dans leurs politiques impérialistes.* » Orhan réagit : « *Je ne suis pas tout à fait d'accord avec toi. Même si les États européens ne sont pas démocratiques au niveau mondial, à l'intérieur de vos systèmes, il y a plus de droits qu'ici. Un monarque européen aura toujours moins d'impunité qu'un colonel turc.* » Le constat des ravages du capitalisme se fait commun : « *Cette civilisation de l'économie s'impose au monde entier,* poursuit Orhan. *Au moins, au temps des conquêtes barbares de Gengis Khan, on pouvait résister. Aujourd'hui, face à une telle hégémonie, c'est difficile.* » Mehmet : « *Ils nous traitent comme des cafards, mais la résistance peut casser la peur. C'est dans l'humain qu'on peut trouver la solution. La réponse, c'est nous.* » Notre traducteur le chambre un peu : « *Tu n'en as pas l'air, Mehmet, mais tu es un philosophe, en fait !* » « *Il ne faut pas mettre les gens dans des cases, c'est toujours réducteur* », conclut le sage Mehmet sans s'émouvoir.

« On t'impose la religion avant que ton cerveau soit formé »

23 mars. Nous sommes invités à déguster des çig köfte (boulettes de viande d'agneau crue au boulghour) chez Sakine, la tante d'une amie

d'origine alévie², en compagnie de ses cousines et de leurs amis étudiants. L'ambiance est détendue, mixte, tout le monde fume des cigarettes et on boit quelques bières. Türkan, une jeune étudiante à l'air affranchi avec ses cheveux courts, demande de but en blanc aux invités européens : « *Vous êtes de quelle religion ?* » Nous expliquons avec quelque embarras notre intérêt très relatif vis-à-vis de l'appartenance confessionnelle. Tous rigolent : « *On vous fait marcher, on s'en fout de la religion !* » Türkan, qui se destine aux professions médicales, explique : « *J'ai lu le Coran, et ça me révolte qu'on puisse y traiter aussi mal la femme.* » Cette réflexion a pour effet de vexer sa copine Fatma, qui se renfrogne et lance, au bord des larmes : « *Vous vous en moquez, mais moi je suis croyante, et là, je me sens exclue par ce que vous dites !* » Türkan répond sèchement : « *Tu te sens exclue ? Alors tu peux imaginer un instant ce que je vis à 80 % du temps dans cette société islamisée !* »

La politique d'Erdogan et de l'AKP, le parti au pouvoir a composé un mix particulièrement agressif de modernisation ultralibérale, de conservatisme religieux et de nationalisme autoritaire. Il mène une politique de privatisation et d'islamisation du système éducatif, qui profite aux écoles confessionnelles, à grand renfort de subventions, tout en détricotant les budgets de l'enseignement public, et place arbitrairement des hommes proches du régime à la tête des universités. Le coût des inscriptions risque d'augmenter et d'écarter en premier lieu les jeunes filles issues des milieux populaires. Lors d'un sommet « sur la justice et les femmes », le 24 novembre dernier à Istanbul, Erdogan a assigné la place des femmes dans la société turque : « *Notre religion a défini une place pour les femmes : la maternité.* » Pour bien des Kurdes, l'assimilation par la religion fait partie des plans d'un État turc qui salarie plus d'imams que la république islamique d'Iran, contre la culture kurde : « *Dès l'âge de trois ans, on nous impose des cours de religion obligatoires, même si tu n'es pas musulman et avant que ton cerveau soit vraiment formé,* explique Berhan, étudiant en droit. *Heureusement, grâce aux études, on arrive quand même à s'extraire de cet endoctrinement. Il faudrait pouvoir distinguer la foi de la religion.* »

[2] L'alévisme est une branche hétérodoxe de l'Islam qui s'inscrit dans le courant du chiisme et du mysticisme soufi, mais emprunte également au christianisme et à des formes de panthéisme pré-islamique. Il est d'une grande souplesse dans sa pratique religieuse. Les alévis, qui constituent plus de 10 % de la population turque, ont subi de nombreuses persécutions au cours des siècles par les autorités de l'Empire ottoman puis de la République qui faisaient du sunnisme la condition de l'identité turque. Le 2 juillet 1993, dans la ville de Sivas, une trentaine d'artistes et d'intellectuels alévis, réunis pour un festival culturel, ont péri dans l'incendie de leur hôtel, provoqué par une foule excitée par des prêches islamistes contre la présence au congrès du traducteur de Salman Rushdie.

Quelques jours plus tard, plus au sud, dans un *dolmuş* (minibus populaire), nous assistons à une scène révélatrice des tensions qui peuvent parcourir la société kurde autour de l'islamisme. Après le départ d'un couple dont la femme porte le *niqab*, le voile noir intégral des salafistes, leur voisine de voyage, une vieille paysanne coiffée du voile blanc traditionnel kurde bordé de dentelles, explose : « *C'est quoi ces gens ? Ils soutiennent les assassins d'enfants ! Nous sommes tous musulmans, mais nous sommes kurdes aussi ! Eux, ce sont des égorgeurs ! Qu'ils soient maudits et que soit maudit Erdogan !* » Un paysan se retourne vers elle avec un grand sourire et lui tape dans la main à la « *give me five* », ce qui provoque l'hilarité et l'acquiescement des autres passagers.

Pour autant, la position du mouvement kurde est loin d'être par principe antireligieuse ou antimusulmane. Sa base populaire est majoritairement sunnite, puis alévie (30 à 40 % des Kurdes), ainsi qu'une petite minorité chrétienne. Il a même favorisé l'émergence d'un islam kurde sécularisé, avec notamment l'Association des imams anatoliens, forte de 5000 membres, dont le président, Übeydullah Özmen –pas vraiment « *halal* » au goût des intégristes –, est candidat pour le HDP. Nous croiserons sur notre route un jeune imam impliqué dans le mouvement. Apprenant avec surprise que nous sommes venus spécialement d'Europe pour la fête du Newroz, il s'exclame : « *Alors, vous êtes plus braves que bien des Kurdes !* »

Les co-maires de Batman

24 mars. À peine nous mettons le pied à Batman, ville pétrolière à l'est de Diyarbakir, que des militants du HDP nous proposaient illico presto de rendre visite au binôme homme-femme qui gère la mairie. Rien de plus simple ici, n'importe quel citoyen peut se rendre à la mairie pour une entrevue sans rendez-vous. La parité municipale, non reconnue par l'État, vise à mettre en place un système nouveau où l'homme et la femme administrent la cité d'égal à égale. Batman est une ville moderne qui s'est développée grâce à l'industrie du pétrole dans les années 1950. Elle a été longtemps une ville proche du pouvoir, avec une forte influence islamiste, malgré l'épisode de 1979, où Edip Solmaz, élu maire sur une liste indépendante, sera assassiné par les services secrets de l'armée, un mois à peine après son élection. Au milieu des années 1990, au plus fort de la sale guerre, l'armée et ses escadrons de la mort provoquèrent l'exode de trois

millions de Kurdes vers les villes. Batman a vu alors sa population brutalement augmenter de 25 % ; aujourd'hui, elle atteint près de 400 000 habitants – à titre de comparaison, Diyarbakir, est passée de 381 000 habitants, en 1990, à 1,5 million en 1997.

Depuis quinze ans, le parti pro-kurde BDP (Parti pour la paix et la démocratie – les six formations pro-kurdes légales antérieures ont été tour à tour dissoutes par la Cour constitutionnelle) a pu conserver la gestion de la ville de Batman. Aux élections de mars 2009, il avait obtenu 99 mairies au Kurdistan, mais peu après l'État turc procédait à l'arrestation arbitraire de près de 8 000 personnes sur tout le territoire, dont de nombreux élus kurdes et militants associatifs, pour tenter de contrecarrer la mise en place d'une auto-administration kurde. Aux élections municipales de mars 2014, le parti, en se ralliant sous la bannière HDP (Parti de la Démocratie des Peuples) avec une partie de la gauche turque, a confirmé sa position dominante et remporté plus de cent mairies, dont plusieurs villes-préfectures (Mardin, Diyarbakir, Sirnak, Siirt, Batman, Dersim – nom officiel, Tunceli – et Iğdir). C'est aussi la seule force politique qui a proposé 40 % de candidatures féminines – en comparaison, au sein de l'AKP, les femmes ne sont représentées qu'à hauteur de 1,23%.

Les deux maires, Sabri Özdemir, le maire officiel, et la vice-présidente Gülistan Akel, nous accueillent tout sourires dans un bureau clinquant. Ils revendiquent une « *gestion populaire* », et ce en dépit des obstacles que leur oppose l'État turc. Outre la rupture affichée avec le clientélisme de leurs prédécesseurs, nous essayons de comprendre ce qui les différencie de gestionnaires municipaux classiques. Partant des mesures prises en direction des femmes, Gülistan Akel nous explique : « *Dès 1999, nous nous sommes concertés avec les organisations autonomes de femmes pour lutter contre leur exclusion de la société. Nous avons depuis ouvert un centre d'accueil pour les femmes victimes de violence, un atelier de formation professionnelle, des services de santé spécifiques. Nous souhaitons ouvrir un foyer d'hébergement pour les femmes, mais l'État cherche à nous en empêcher. Nous proposons aussi des stages de sensibilisation aux droits des femmes dans les quartiers. Batman possède aussi l'unique centre sportif féminin de Turquie ! Nous avons également instauré une journée gratuite pour les femmes dans les transports en commun, le mardi, afin de les aider à sortir de leur réclusion. Au sein du personnel de la mairie, nous n'acceptons pas*

les polygames et, si un employé est reconnu coupable de violences sur son épouse, nous reversons directement une partie de son salaire à celle-ci. »

Comment s'articulent les principes de l'autonomie démocratique ?
 « *Nous essayons d'appliquer le confédéralisme démocratique, indique d'emblée Sabri Özdemir. Le processus d'assemblées de quartier débute seulement. Nous travaillons avec ces assemblées afin de répondre à leurs demandes et les sujets qu'elles abordent sont répercutés au sein du conseil municipal. L'administration locale, pour nous, c'est faire en sorte que la population puisse à terme parvenir à l'autogouvernement. Nous insistons sur trois principes de démocratie : 1) La volonté du peuple doit prévaloir. 2) Notre ville doit se rapprocher de la nature. 3) Nous devons œuvrer pour l'émancipation de la femme.* » Le temps manque pour aborder les moyens concrets de mise en place d'une politique anticapitaliste et écologique dans une ville dont le principal revenu est le pétrole, mais on sent qu'au-delà des déclarations de principe, le chantier en est encore à ses prémices.

Comme plusieurs provinces du Kurdistan, la région de Batman est concernée par des projets de grands barrages hydroélectriques, projets dans les tiroirs du gouvernement turc depuis une cinquantaine d'années, que l'AKP a décidé d'accélérer. À trente-six kilomètres au sud de Batman, la petite ville d'Hasankeyf, au bord du Tigre, est en ligne de mire du projet de barrage d'Illisu, qui menace d'ensevelir un site archéologique millénaire et de provoquer le déplacement de 50 000 personnes. « *Le barrage vise à détruire une culture et un écosystème, nous dit Abdul Bari, militant de Batman. C'est un projet capitaliste sauvage, avec le soutien de groupes financiers internationaux, qui aggrave la rupture entre l'humain et la nature. Hasankeyf fait partie du patrimoine de l'humanité, nous avons l'espoir que la lutte contre sa destruction annoncée soulève un soutien international.* » En 2010, le consortium suisse, allemand et autrichien engagé dans le projet s'est retiré du financement sous la pression de la société civile.³ Le gouvernement turc n'a pas renoncé pour autant à ses mégaprojets et cherche à juguler toute forme de mobilisation, comme le 27 mars à Kulp, où les militaires ont empêché, fusils en main, l'installation d'un campement de protestation contre un barrage.

[3] Sur le sujet, écouter les documentaires de 2009 du collectif « Faidos sonore » sur les luttes contre les barrages au Kurdistan. <http://faidosonore.net>

La tragédie des Yézidis

25 mars. Nous nous rendons à l'est de la ville de Batman, dans le village de Simze (Örgül en turc). Sur les hauteurs du village se dresse un camp de l'armée, qui, malgré son air endormi rappelle la militarisation de la région. Durant les années 1980, ce village yézidi a vu le nombre de maisons habitées chuter de quatre-vingts à huit, effet de la grande migration vers l'Europe qui a fait passer la population yézidie de l'ensemble de la Turquie de 80000, dans les années 1970, à 2 000 personnes aujourd'hui. En août 2014, Simze a vu affluer des centaines de réfugiés yézidis irakiens, parmi les 200000 personnes fuyant l'avancée de Daech au nord de l'Irak. Ahmet, un agriculteur d'une trentaine d'années, fait partie des habitants de ce village dépeuplé qui ont fait face à l'arrivée massive de réfugiés : « *Dès le 3 août, les premières familles sont arrivées, 80 personnes, puis 450 réfugiés au 15 août. Nous n'étions pas préparés. Il a fallu courir partout pour aider ces gens sans vêtements, affamés, déshydratés, malades. Après la panique, on s'est réunis en assemblée pour faire face aux urgences. Le PKK nous est venu en aide rapidement ; des médecins proches du parti sont venus ausculter les enfants malades ; des militants bénévoles ont remis en état les maisons délaissées par les émigrés partis en Allemagne. Ils ont refait la plomberie, les portes et les fenêtres. Les villages alentour ont apporté des produits de première nécessité. Les émigrés envoient aussi leur soutien matériel en passant par les structures mises en place par la municipalité de Batman. Voilà pour les soutiens, nombreux. En revanche, l'État ne nous a apporté aucune aide. Cela fait seulement une quinzaine de jours que les yézidis irakiens peuvent se soigner dans les hôpitaux publics.* »

L'exemple de l'hébergement des réfugiés yézidis à Simze s'inscrit également dans un projet plus global du PKK de repeupler les 4 000 villages expulsés par l'armée durant la sale guerre. Aujourd'hui, 33 familles sont restées à Simze, les autres ont été placées dans des campements ou sont rentrées en Irak.

Abdi, patriarche de soixante-dix ans, veut témoigner de sa fuite de la ville de Sinjar : « *Le 3 août vers deux heures du matin, nous avons entendu des explosions au loin. Puis, à l'aube, nous avons vu nos voisins emballer leurs affaires. Nous avons atteint la ville de Zakho où nous avons été bien accueillis et où nous sommes restés un mois. Nous sommes passés au Kurdistan nord, les gens qui fuyaient d'autres endroits nous ont raconté les com-*

2014, ont été libérés et une trentaine ont pu échapper à leurs ravisseurs.

L'histoire de la persécution des Yézidis est ancienne. Tout au long du XIX^e siècle, ils subirent plusieurs vagues de pogromes sous l'impulsion d'émirs kurdes qui garantissaient un sésame pour le paradis d'Allah à qui massacrait ces infidèles – parallèlement aux persécutions des alévis et des Arméniens. Les yézidis passent encore pour des adorateurs du diable chez les musulmans fondamentalistes. Sur le plan religieux, ils pratiquent une religion syncrétique aux origines incertaines qui intègre des éléments du chiisme, du zoroastrisme et d'anciens paganismes orientaux. Ils prient debout face au soleil et vénèrent un archange, l'Ange-paon, qui symbolise la réincarnation, mais est associé à l'incarnation d'Iblis (Lucifer) dans la mythologie islamique.

Abdi poursuit, entre rage et tristesse : *« J'aurais préféré que notre population soit décimée entièrement plutôt que nos femmes et nos filles soient capturées par Daech. »* Envisage-t-il de retourner un jour à Sinjar? *« Bien sûr, comme on dit : "le sucre est doux, mais ta patrie est plus douce que le sucre". Nous étions pauvres mais heureux, nous n'avions pas de souci avec les Arabes, mais aujourd'hui nous n'avons plus confiance. Certains voisins se sont retournés contre nous quand Daech est arrivé. Nous sommes un peuple opprimé, mais nous sommes un*



peuple de paix. Les gens qui feront un pas vers nous, nous ferons deux pas vers eux. » Deux jeunes yézidis, Mahir et Reço, racontent à leur tour leur calvaire : la fuite à pied, par milliers, dans la montagne du Sinjar pendant dix jours sans eau ni nourriture – les Américains ont parachuté un peu d'aide au bout de cinq jours –, les personnes âgées qui s'effondrent au bord du chemin, la chaleur, les cadavres... Reço : « *Au bout de dix jours, on a marché de 4 heures du matin à 18 heures vers le corridor ouvert par les YPG. Je portais mon grand-père sur le dos et mon frère portait ma grand-mère. Les combattants YPG sont venus vers nous pour secourir nos enfants et nos vieillards.* »

Faïk, le maire agriculteur d'un petit village à proximité de Simze qui a fourni plus de 8 000 euros d'aide aux yézidis, commente : « *Ce qu'on vous a fait, je considère qu'on me l'a fait à moi-même. Cela nous concerne tous. Vous avez été les premières victimes d'une guerre de religion artificielle que les politiques impérialistes ont déchaînée et qui vise à l'éradication des Kurdes.* » Puis s'ensuit une discussion sur l'attitude des peshmergas, terme qui désigne la force armée kurde en Irak sous l'autorité de Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan, grand rival du PKK, soutenu par les États-Unis : « *J'aimerais ne pas avoir à le dire, confie Mahir, mais les peshmergas nous ont abandonnés. Ils nous ont fait honte d'être Kurdes. Ils ne nous ont pas fourni d'armes et n'ont pas laissé le PYD nous venir en aide. L'humanité qu'on a vue chez les militants du PYD, on ne la vue nulle part ailleurs. Même si le Sinjar est aujourd'hui libéré, on ne sera en confiance que si le PYD est présent.* » Alors qu'en France, Bernard-Henri Lévy sert d'impresario au pro-américain Barzani auprès de François Hollande et que les écrivains Pascal Bruckner et Sylvain Tesson s'improvisent champions des chrétiens d'Orient pour mieux dresser les identités les unes contre les autres, les yézidis font figures de variable d'ajustement dans le conflit irakien. Quand Daech a envahi le Sinjar, les peshmergas, qui disposaient de 10 000 combattants dans cette région, se sont repliés, abandonnant les yézidis à leur sort. Ces derniers ont pu constituer en urgence une force d'autodéfense de 3000 hommes, qui s'est tournée vers les militaires chiïtes pour obtenir les armes que lui refusaient les peshmergas. Depuis, les tensions restent vives : début avril, le commandant des forces yézidies, Haydar Seso, a été arrêté par les services de sécurité de Barzani; puis c'est un activiste yézidi, Ali Ibrahim, qui a été jeté en prison pour ses critiques des autorités barzanistes sur Facebook.

Dans un hameau à quelques kilomètres de Sizme, nous rendons visite à Ali, un vieil homme alité après une opération chirurgicale. Ali est la mémoire des yézidis de la région, il évoque devant nous l'exode à flux continu de son peuple : « *Notre identité n'était pas respectée. Jusque dans les années 1970, nous avions peur d'aller à Batman, car si nous étions repérés en tant que yézidis, nous pouvions être insultés, maltraités, voire lynchés. On rasait les murs, on avait peur de croiser d'autres villageois qui auraient pu nous dénoncer.* » Il interpelle l'un de nos accompagnateurs dont l'arrière-grand-mère était yézidie : « *J'espère que tu ne seras pas fâché si je te dis la vérité, mais ton arrière-grand-mère, qui était aussi ma tante, a été enlevée, mariée de force et islamisée !* » Puis, poursuivant son récit : « *Quand le PKK est apparu, il a pris notre défense, nous avons pu respirer un peu mieux. Bien sûr, le mépris que nous subissons n'a pas disparu, mais les choses s'améliorent. Maintenant, je n'ai plus de problèmes avec mes voisins musulmans. On a retrouvé ce sentiment de terreur avec ce qu'ont subi les yézidis d'Irak, mais je crois que j'aurais trouvé cela aussi insupportable si n'importe quelle minorité avait subi cela. J'ai hébergé chez moi jusqu'à quarante familles, aujourd'hui il en reste trois. Ce que je souhaite le plus au monde, c'est la fraternité.* »

Solidarité Kobané

28 mars. Suruç, petite ville frontalière, poussiéreuse et pauvre, est l'avant-poste du soutien à la ville martyre de Kobané, que l'on peut apercevoir au loin, dix kilomètres plus au sud, silencieuse et en ruine après les bombardements « libérateurs » des Américains. Au Centre culturel démocratique nous attendent Fayza Abdi, institutrice et co-présidente du conseil législatif du canton de Kobané, et Khalil Bozan qui s'occupe des camps de « déplacés », terme préféré à celui de « réfugiés ». « *Les gens de Kobané ne sont pas des réfugiés, mais nos cousins, nous disait un militant. Ici, ils sont chez eux et ce sont nos enfants qui se battent à leurs côtés et tombent aussi là-bas.* »

Deux ans avant l'arrivée de Daech, Kobané avait été sous l'embargo des islamistes du front Al-Nosra, les gens s'étaient préparés à résister, grâce au système d'autodéfense, village par village, quartier par quartier. Mais lorsque les djihadistes de Daech ont pris Mossoul, le 10 juin 2014, ils ont récupéré des armements très lourds et sophistiqués qu'ils ont ensuite transférés en

Syrie. Les forces combattantes kurdes ont préféré appeler la population la plus vulnérable à se réfugier au Nord pour mieux organiser la défense. « *Nous étions déjà organisés selon les principes de l'autonomie démocratique à partir de chaque commune, indique Khalil. On avait mis en place des commissions pour l'autosuffisance. Par exemple, notre eau provenait de l'Euphrate, mais quand la région est tombée aux mains de Daech, l'accès à l'eau a été rompu. Il a fallu alors creuser onze puits. On avait aussi des générateurs d'électricité. Nous avons pu supporter le siège de Kobané parce que nous nous étions forgé un esprit de résistance longtemps auparavant.* »

Fayza poursuit : « *Les trois cantons du Rojava constituent une région plutôt riche, notamment en blé, en eau et en pétrole, mais le régime d'Assad n'avait rien développé. Depuis 2012, grâce à l'auto-administration kurde, de nombreux projets avaient été mis en oeuvre. La guerre a tout détruit. On recommence de zéro, avec le même esprit d'auto-administration. Les assemblées de femmes ont été relancées avant même la libération de la ville.* » À ce jour, plus de 90% des villages autour de Kobané ont été libérés, cinq cents mines semées par Daech ont été désactivées et plus de 60 000 personnes ont pu retourner chez elles. Au milieu des décombres, des boutiques, un salon de coiffure même, commencent à rouvrir. L'aide est massive, les convois humanitaires affrétés par les mairies pro-kurdes du Bakur (Kurdistan nord) peuvent passer : fin mars, 50 camions en provenance de Batman et 25 de Mardin sont entrés dans la ville. Le 2 et 3 mai, une conférence réunissant plus de 250 délégués s'est tenu à Diyarbakir pour faire le point sur la reconstruction de la ville.

L'urgence est toujours là : « *Tout ne va pas bien, continue Fayza. La guerre est encore proche. Les maisons des villages ont été minées par Daech. Nos écoles sont détruites; un pays où les enfants ne peuvent aller à l'école, c'est une tragédie. Nous devons également vite enlever les corps restés sous les décombres car, avec l'été qui arrive, les risques d'épidémie sont décuplés. Or, nous n'avons qu'un tracteur et un tractopelle pour toute la ville ! Le gouvernement turc n'ouvre la frontière qu'au compte-gouttes et empêche ainsi l'arrivée de machines, de technologies et de savoir-faire. Il faut faire pression sur la Turquie pour ouvrir un corridor humanitaire permanent !* » Les autorités turques ont même refoulé récemment un camion d'aides qui venait du Danemark à la frontière turco-bulgare.

Le soir, nous croiserons un médecin qui doit passer la frontière par des chemins de contrebande pour proposer ses services à la population de

Kobané. Médecins sans frontières a déjà engagé la construction d'un petit hôpital de treize lits et prévoit l'arrivée de cinq médecins. Une des problématiques pour rompre l'in vraisemblable isolement humanitaire de la ville est aussi de porter la demande d'aide devant les institutions internationales (ONU, Union européenne) et les ONG, sans laisser le modèle d'autonomie du Rojava se subordonner aux technocrates. « *Il ne faut pas habituer un peuple aux aides pendant trop longtemps, souligne Fayza. Il faut qu'il retourne le plus rapidement possible à la production et viser l'autosuffisance.* »

Le discours de Khalil s'inscrit dans la ligne du PYD : « *Nous avons construit une troisième voie en Syrie : ni avec l'opposition armée ni avec le régime, mais pour une transformation pacifique du pays. Bachar a affirmé avoir soutenu Kobané, mais c'est de la pure propagande, car avec la frontière turque fermée au nord et Daech attaquant par trois côtés, comment aurait-il pu nous venir en aide? Nous sommes prêts à nous défendre si le régime nous attaque. Certaines organisations internationales essaient de nous calomnier en nous faisant passer pour des alliés du régime. Depuis les accords Syke-Picot, les différentes puissances ont toujours voulu assigner les Kurdes à un camp ou à un autre, mais aujourd'hui, c'est notre propre camp que nous défendons. Notre position est claire : celui qui désire s'associer à notre projet, nous l'acceptons, du moment qu'il respecte la diversité de la société et l'autonomie démocratique. La résistance de Kobané est devenue un symbole international et la guerre contre Daech, une guerre pour l'humanité. Nous espérons que Kobané et le projet de confédéralisme démocratique va constituer une clé pour le Moyen-Orient... et le monde entier.* »

Fayza complète ces propos : « *Quand j'observe l'empathie des internationaux qui viennent soutenir Kobané et que je réalise leur enthousiasme, cela m'émeut. Je voudrais aussi faire un appel pour la solidarité féminine...* » À ce moment, la discussion est interrompue par le vibrant appel à la prière provenant d'un minaret tout proche. Après un signe d'exaspération, Fayza rigole : « *Il arrive au bon moment, celui-là !* » Puis reprend : « *La guerre de Daech est une guerre faite aux femmes. Notre lutte est celle pour les droits des femmes du monde entier.* »

Le lendemain, nous nous rendons dans un des camps de réfugiés à l'entrée de Suruç. Les grandes tentes sont de plus en plus espacées : des 250 dressées au début du conflit, il n'en reste plus que 80. Les convois de retour

se font trois fois par semaine. « *Notre village est un des derniers villages kurdes de la zone, nous dit Abdou, la tête emmitouflée dans un keffieh rouge. Il est encore occupé par Daech. Nous attendons de rentrer. Grâce à l'aide de la mairie, on ne manque de rien, mais le fait d'être déplacés est insupportable. Certains de nos fils sont au combat. La prochaine fois, nous ne fuirons plus !* »

Une contre-société en marche ?

Diyarbakir, lundi 23 mars. Dans une salle de réunion au milieu d'un quartier pauvre à l'est de la vieille ville, une cinquantaine de militants sont présents pour préparer une manif contre un barrage. Un peu en retrait, de jeunes ados alignent les çay et jouent avec leur portable. Sont présentes des mères de famille visiblement rompues aux discussions. Une militante les invite à prendre la parole, elles répondent : « *Nous vous souhaitons la bienvenue. Nous ne sommes pas instruites, mais nous sommes l'assemblée des femmes du quartier. Cette assemblée nous permet de mieux répondre à nos besoins, de nous entraider et de repousser les islamistes ou l'AKP quand ils montrent le bout de leur nez !* »

Beaucoup de questions restent en suspens après ce court séjour au sein de la société kurde, notamment sur la mise en pratique de cette auto-administration qui souhaite tisser sa toile dans tous les domaines de la vie publique. L'aspect le plus frappant dans les discussions avec les interlocuteurs les plus variés – citadins, ruraux, hommes, femmes, instruits, analphabètes, jeunes, vieux, alévis, assyriens, yézidis, sunnites, déplacés de l'intérieur, déplacés de l'extérieur, turcs, arabes... –, c'est le refus commun de se laisser enfermer dans « *un antagonisme fictif entre les peuples et les identités, sur lequel se greffe la religion* », comme le rappelait Mehmet le sage. Avec le projet d'autonomie démocratique, la mise en œuvre de solidarités concrètes et en faisant de la libération des femmes une priorité, le mouvement kurde détient peut-être un projet d'utopie capable de désamorcer le piège des identités fermées, sur lesquelles prospèrent nationalisme, despotisme, fanatisme religieux et impérialismes au Moyen-Orient, et sur quoi spéculent les thuriféraires du « choc des civilisations », au Levant comme au Ponant.



Mission « sous-vêtements pour Kobanê »

nevarneyok.noblogs.org, 19 avril 2015

Votre mission, si vous l'acceptez : emporter, depuis la France, une valise contenant une paire de chaussures et des sous-vêtements pur coton pour les camarades combattantes de Kobanê. Appelez au numéro de téléphone qu'on vous a donné lorsque vous serez sur place.

Allez, ok, c'est une mission pour nous !

Zone à Suruç

Nous nous approchons de la destination, nous voilà à Suruç, petite bourgade située sur le territoire turc à 10 kilomètres au nord de la frontière avec la Syrie, à 13 kilomètres de Kobanê. Les habitants de Suruç ont recueillis depuis l'été 2014 les dizaines et dizaines de milliers d'habitants de Kobanê « déplacés » à cause de l'offensive de l'Etat Islamique sur la ville. Mais depuis 3 mois, Kobanê ayant héroïquement été libérée par les YPG

et YPJ – forces combattantes kurdes du Rojava, masculines et féminines –, les « déplacés » regagnent leurs habitations ou plutôt ce qu’il en reste.

Les journalistes et un certain nombre de zozos occidentaux en mal de sensation accourent depuis pour filmer les ruines ou faire des selfies avec les enfants de Kobanê. Les kurdes des deux côtés de la frontière en ont assez et ont décidé de seulement laisser passer celles et ceux qui y viendrait pour concrètement aider d’une manière ou d’une autre. Nous croisons donc à Suruç des américains et des allemands qui rongent leurs freins depuis des semaines, insistant quotidiennement au près du HDP – façade légale du PKK. Pour notre part, nous zonons un peu dans la bourgade où nous connaissons quelques personnes, à la recherche de plans clandestins pour Kobanê. Car il y a deux façons d’y passer. Soit par la « Porte », à savoir le poste-frontière où le HDP doit négocier les passages vers le Rojava avec l’Etat turc, passeports et motivations à l’appui. Soit par « derrière » en mode clando. Mais non ! Rien ! Pas de combine en vue.

Nous nous décidons à passer un coup de fil au numéro qu’on nous avait indiqué en France. On espère que ça captera et que ce mode opératoire – c’est-à-dire appeler depuis la Turquie – ne sera pas trop aléatoire question sécurité : les flics turcs ont comme partout ailleurs de grandes oreilles ! Ça sonne et quelqu’un nous répond. Nous avertissons la personne à l’autre bout du fil que nous avons un paquet à donner à la camarade X. La personne n’a pas l’air plus étonnée que cela même si elle ignore très certainement le contenu de la précieuse cargaison. Elle nous dit d’aller voir un gars de la mairie de Suruç gérée par le HDP. Ce dernier nous dit de lui donner le colis car un convoi de matériel part d’un instant à l’autre pour Kobanê via la « Porte ». Nous lui refilons le bébé tout en lui disant qu’on aurait bien remis tout ça en main propre etc etc... Il nous dit qu’il va essayer de voir et qu’il nous tient au courant...

Nous nous rassurons : même si nous ne passons pas de l’autre côté, le paquet, lui, trouvera le chemin de sa destinataire... Du coup, nous pensons quitter Suruç pour Diyarbakır le lendemain. Il nous reste une après-midi à traîner dans la petite ville frontière. Nous assistons à une petite manifestation en lieu et place d’une marche funéraire : chaque jour encore, des combattants kurdes tombent au front dans le canton de Kobanê ; chaque jour, leurs corps sont rapatriés via la « Porte » en Turquie et passent dans des corbillards sur la grande route qui traverse Suruç ; et chaque jour, plusieurs dizaines ou centaines d’habitants et de « déplacés » de Kobanê les saluent en bloquant la route à leurs passages, scandant des slogans

et entonnant des refrains révolutionnaires. Nous buvons, également, un certain nombre de thés à gauche à droite, au gré des invitations et des rencontres...

Un départ soudain


En fin d'après-midi, alors que nous nous apprêtions à rentrer là où nous créchons pour enfiler une petite laine – les nuits sont encore bien fraîches en cette saison –, nous recevons un nouveau coup de téléphone : nous avons 5 minutes pour retrouver une camarade PKK'lı à l'autre bout de la ville. Elle a l'air pressée. Nous hâtons le pas, pas certain d'avoir bien compris ce qui nous attendait. Au point de rendez-vous, elle nous donne une veste pour pas crever de froid, nous lui confions quelques papiers, numéros de téléphones, notes, etc. qu'il est inutile de faire tomber entre les mains des flics.

On nous invite à monter dans une grosse voiture allemande basse de caisse et au moteur vrombissant, ce qui tranche nettement avec la Renault 9 modèle 1987 de rigueur à Suruç. Dernière halte à la nuit tombante pour acheter le casse-dalle et épancher nos vessies. Distribution de dōners et d'ayrans dans la voiture. Toujours pas un mot d'échangé. C'est parti, semble-t-il ! Trajet silencieux et tension palpable. Nous ne savons ni avec qui nous sommes, même si nous nous doutons que les deux jeunes PKK'lı qui nous emmènent savent ce qu'ils font. Ni où nous allons. Ni comment se déroulent habituellement les passages clandestins. Même si on a entendu dire que les flics et militaires n'étaient pas tendres quand ils pinçaient des gens, et qu'il était arrivé parfois que ces cons n'hésitent pas à tirer.

Toujours pas un mot d'échangé. Nous nous en remettons à nos passeurs. Et attendront la fin du trajet en voiture pour poser les quelques questions nécessaires au bon déroulement du schmilblick.

Le passage

Du village où nous sommes, il nous faudra monter sans y voir grand chose et sans un bruit en haut de la colline qui le surplombe, passer la frontière qui se trouve sur la ligne de crête, puis tracer rapidement pour s'éloigner de la zone d'intervention des « Panzers » – les militaires chargés de la surveillance de la frontière et bien mobiles grâce à leurs rapides petites



leurs puissantes lampes balayant la crête à l'endroit où nous sommes passés peu avant. Mais nous sommes déjà loin.

Un rapide coup de fil du passeur à un camarade. Et un quart d'heure de marche plus tard nous atteignons une route où une vieille camionnette, conduite par deux camardes en armes, nous attend. Synchro. Direction Kobanê maintenant. Des carcasses de tanks de Daesh, des gros trous dans la route dus aux tirs de mortiers ennemis, des voitures calcinées et des maisons éventrées. Telle est la première vision que l'on aura de la campagne de Kobanê. Et ça n'est rien par rapport au tas de ruines que nous apercevrons de la ville cette nuit-là. Nous arrivons à destination après une bonne demi-heure de trajet.

Nous sommes accueillis par trois combattants des YPG (Yekîneyên Parastina Gel, Unités de Protection du Peuple) dans une belle maison qu'ils squattent depuis plusieurs semaines. Chacun à son fusil d'assaut et ses munitions, et les posent où ils peuvent dans le salon où nous allons boire le thé autour du poêle à mazout : à côté de la télé qui fonctionne de manière intermittente grâce au groupe électrogène, ou bien appuyé contre le canapé, mais toujours à porter de main au cas où il faudrait bouger rapidement. La situation est un peu surréaliste. Nous ne savons pas à quelle distance du front nous sommes. Nous ne savons pas vraiment qui sont ces hommes. Et eux, tout en nous invitant à boire le thé, nous regardent également d'un œil étonné en se

demandant sans doute un peu se que nous foutons là, sans même avoir pris un pull pour contrer le froid. Nous leur expliquons notre « mission ». Notre étonnement d'être arrivés à destination même pas six heures après le coup de fil qu'on avait passé, etc etc. Ils sont un peu au courant quand même et nous explique que la destinataire du colis n'est autre que l'une des deux femmes coordonnant les fameuses forces combattantes féminines du canton de Kobanê. Si si ! Ils nous demandent de patienter un peu car cette dernière devrait venir nous remercier...

Discussions à bâtons rompus

Les thés s'enchaînent. Non seulement ça ne se refuse pas, mais en plus on y prend goût à ces petits verres de çay ! De toute façon, ils s'imposent aux longues heures de discussions. Surtout que finalement la « coordinatrice » ne viendra pas ce soir, nous la verrons demain. Blagues et discussions politiques et philosophiques ne finiront qu'à 4 heures du mat' lorsque, épuisés, nous irons nous coucher. Nos hôtes sont bavards et taquins. L'un d'entre-eux revient d'on ne sait où avec une espèce de couverture qu'il déploie devant nous à même le sol : « *C'est l'heure de la prière, il fait froid dans les autres pièces, je vais la faire ici. Et puis j'en ai pris une grande, ainsi, on pourra se mettre en rang et prier ensemble...* » Légers froncements de sourcils de notre côté, puis éclats de rire collectifs, ce n'est que la nappe, le repas arrive. Voici un peu le genre d'ambiance dans laquelle on a été reçu !

Après quelques mots nettement plus sérieux sur la guerre, sur Daesh, et sur les 2000 camarades qu'ils ont perdu en 9 mois à peine, nous leur posons des questions sur la manière dont ils sont organisés au sein de la guérilla. Est-ce qu'ils ont des chefs ? Comment est-ce structuré ? Etc... Et puis également la question volontairement provoc sur le très vénéré Abdullah Öcalan : quelle relation entretiennent-ils avec lui ? Est-ce une personne sacrée, un quasi-dieu, comme certains nous l'ont déjà dépeint ? Non, ce n'est pas un dieu, nous répondent-ils. Juste une personne importante qui, par sa détermination et ses analyses, a fait qu'il n'y a plus de honte à être kurde, à vouloir l'égalité et la liberté. Et pour ce qui est de l'organisation, ils sont contre la hiérarchie. Un des trois, accolé dans le canapé à « *son commandant* » et une main posée sur le genou de ce dernier, nous explique de manière attendrie que c'est son pote, son camarade. Que « *son copain commandant* » a bien voulu prendre la responsabilité de coordonner un petit groupe d'hommes, contrairement à lui qui n'a pas envie de ce genre

de responsabilités. « *Ceux qui prennent les responsabilités tournent, rien n'est figé* » nous dit-il, avant de surenchérir : « *Évidemment personne n'est payé, nous ne voulons pas de rapport d'argent entre nous, nous voulons vivre en dehors du système capitaliste et de l'État. Nous nous battons juste avec notre cœur. Notre cœur est le centre de toutes nos actions, la vie ou la mort, peu importe le prix à payer pour être libres.* »

En écho à notre petite provo sur Öcalan, ils nous titillent à leur tour. Ils nous disent qu'ils sont, eux aussi, anarchistes, ou du moins un peu. Mais que franchement les anarchistes ont du mal à s'organiser, et qu'ils sont souvent empêtrer dans la sphère de leurs idéaux ! Ça rigole et ça blague sec ! S'en suit un bon débat sur comment s'organiser (avec un minimum de hiérarchie) et comment être dans une dynamique forte et offensive (avec un maximum d'efficacité).

De grandes questions métaphysiques se posent après autour des notions d'Ego, de l'individualisme, du Commun et de la communauté. Ils nous apprennent qu'un des fondements de leur éducation de PKK'li est le fait de parvenir à extirper et éliminer l'Ego de sa propre personne, et ce pour n'être au service que du Commun et de de la communauté. Cette recherche est, paradoxalement ou pas, disent-ils, un travail individuel. Personne d'autre ne peut le faire pour toi. Et l'Autre, le collectif, la communauté passeront toujours avant toi, avant ton Ego.

Il est tard, et pourtant nos camarades YPG ne sont pas en reste. Ils nous demandent maintenant comment nous définirions la Liberté ! Quelques dizaines de minutes d'échanges et de débats auront raison de nous. Il est bien tard. Nous frisons l'overdose de thé et l'indigestion d'informations et de palabres. Nous allons nous coucher.

Nous sommes au Rojava. Nous sommes ailleurs.

Mission accomplie.



2 jours à Kobanê avec les camarades des YPJ/YPG

nevarneyok.noblogs.org, 28 avril 2015

Kobanê. Contre toute attente, nous avons réussi à passer depuis la Turquie. Et à rejoindre ce petit endroit du monde où se sont concentrés et où se concentrent encore bien des enjeux, où se déroulent encore bien des guerres. Des guerres politiques : où en sera, pour les détenteurs du pouvoir, ce foutu jeu des alliances dans un mois, dans six mois, dans un an ? Des guerres économiques : qui contrôlera le business et le pétrole au Moyen-Orient ? Des guerres idéologiques : quel projet social ? Le fascisme ? La théocratie ? La démocratie capitaliste à la sauce occidentale ? Ou bien le communisme à tendance libertaire ? Autant de guerres, toujours sanglantes, traumatisantes et destructrices.

Kobanê, donc. Où pendant deux jours nous serons accueillis par une des coordinatrices des femmes combattantes kurdes, les YPJ (*Yekîneyên Parastina Jinê*, Unités féminines de protection du peuple), et ses camarades. Deux jours pendant lesquels elles nous feront faire, en quelque sorte une

mini visite guidée et commentée de ce petit bout de territoire (de près de 2000 km²) libre des États et où tout reste à reconstruire et à imaginer.

Voici quelques notes à partir de ce que nous avons pu voir, entendre et discuter.

Kobanê, entre ruines et reconstruction

Depuis la libération de Kobanê, le 26 janvier de cette année, on a tous pu voir des photos de la ville détruite sur les réseaux sociaux. Un simple aperçu de la réalité. Sur place, le décor nous donne plutôt l'impression d'avoir atterri sur une planète hostile. Nous avons sillonné les ruelles, entre ruines et poussières. Des familles sont de retour dans les rares espaces d'habitations qui ont résisté aux attaques. Sur les routes, des tanks, des restes d'obus, des poteaux électriques barrent le chemin, du coup on est obligé de contourner les obstacles ou de changer de direction. On y distinguerait presque les silhouettes fantomatiques de combattant.e.s en train de se battre ou déjà tombé.e.s au champ de bataille. Simple imagination qui te joue des tours. Certaines personnes, de retour chez elles, déploient leurs énergies pour nettoyer, repeindre, et reboucher les innombrables impacts de balles et de mortier qui ont percé les murs. On se dit que ces petits travaux restent dérisoires face à l'ampleur des dégâts. On nous emmène ensuite sur la colline où s'est déroulée l'une des batailles contre Daesh la plus sanglante : nous y voyons la ville de Kobanê en panoramique, une vue d'ensemble qui laisse sans voix.

Pour rendre compte de la violence subie durant ces sept derniers mois de combats, en mémoire des *Şehit* – les combattant.e.s mort.e.s pour la cause –, les YPG/YPJ, ont pour projet de faire des quartiers les plus détruits un "musée" : « *Nous voulons que le monde entier voit et ressent la violence qui s'est abattue sur la ville, sur ses habitants, et sur nos camarades. Nous voulons que chaque coin de rue reste en l'état pour qu'on s'en souvienne. Et la mémoire de nos combattant.e.s doit rester graver sur chaque parcelle où ils se sont battu.e.s. C'est grâce à elles et eux si aujourd'hui Kobanê est libre. Nous ne voulons pas seulement leurs rendre hommage, mais faire de la ville leur "musée".* » Il est également prévu de construire une nouvelle ville écologique juste à côté de Kobanê.

En attendant, il reste des craintes d'épidémies. Dès les premières chaleurs, chacun a pu sentir les odeurs des corps en décomposition dans les décombres. Un grand nombre de cadavres ont été ramassés, enterrés, en prenant soin d'y ajouter du chlore pour prévenir les maladies. Des méde-

cins volontaires sont venus sur place et ils guettent l'apparition du moindre nouveau symptôme. Sauf que la difficulté de ne pas trouver les remèdes subsiste. Un hôpital est bricolé au sous-sol d'un bâtiment. Pas d'électricité la journée, on éclaire avec la lumière du téléphone, le temps d'attendre la nuit pour faire fonctionner les groupes électrogènes. Une chambre pour les femmes malades, et une autre pour les hommes. Et des proches et des familles sont dans le couloir à discuter, à rigoler en se montrant des vidéos. Nous rendons visite, avec les combattantes qui nous accompagnent, à leurs ami.e.s blessé.e.s pour leur donner un peu la pêche. Deux camarades gémissent sur des lits rafistolés : ils ont échappé de justesse à un piège explosif posé par Daesh, deux heures avant seulement notre arrivée. Nos hôtes combattantes les taquinaient : « *Vous êtes des chats. Vous avez neuf vies les gars. Même si on voulait vous tuer, on y arriverait pas.* » Rires des uns et des autres. La guerre ne leur enlève pas leur joie de vivre.

A Kobanê, il n'y a pas d'électricité, et pas d'eau. Pour le moment, l'eau des puits couvre les besoins des habitants présents. A laquelle s'ajoutent les bouteilles d'eau qui arrivent par la "Porte" depuis la Turquie. Pour l'électricité, les habitants se contentent de quelques groupes électrogènes. Ce n'est pas une solution durable. Tous attendent avec impatience le congrès international qui se tiendra à Diyarbakır les 2 et 3 mai. Cela va permettre de concrétiser les aides et les participations à la reconstruction de la ville.

Direction la campagne avoisinante. Le printemps donne de belles couleurs jaune et verte au paysage. Le colza en fleur s'est déployé sur toute la plaine et les collines au sud de la ville. Un instant, on oublie même que non loin, les bombes grondent encore. Nos guides nous disent : « *Vous voyez, c'est joli ici. Mais dans ce colza, il y a pleins de pièges. Daesh y a mis des tas de mines.* » Un certain nombre d'habitants ont perdu la vie ces deux derniers mois, en tombant par inadvertance sur ces explosifs laissés dans une couverture, sous un tapis, dans les champs, ou sur les routes... Quelques camarades s'improvisent "démineurs" et se risquent à désamorcer ces engins. Cinq d'entre eux sont morts dernièrement par l'explosion des mines. Les États-Unis ont proposé d'aider en envoyant des spécialistes pour désamorcer le tout, les camarades attendent toujours. Cet été, les habitants du canton ont pour projet de brûler tous les champs et faire ainsi exploser les mines.

Un peu plus tard, nous allons sur la ligne de front. Avec les jumelles que l'on nous propose, on aperçoit les villages encore sous le contrôle de Daesh et d'autres fraîchement repris par les YPG/YPJ.

La guérilla. La guerre.

« *Nous n'avons pas envie de nous battre. Nous n'aimons pas ça. Mais malheureusement nous y sommes contraint.e.s. Nous devons nous défendre.* » C'est à peu de chose près l'état d'esprit dans lequel se trouvent les personnes que nous avons croisées à Kobanê. Et s'ils n'ont pas envie de faire la guerre, les combattant.e.s des YPG (les unités composées d'hommes) et des YPJ, « *ne reculent pourtant jamais* », disent-ils, « *et c'est même parfois notre point faible.* » « *Nous faisons corps, ensemble, pour défendre nos terres et nos idéaux. Nous aimons les êtres humains, la nature et la beauté du monde. Nous voulons la liberté et l'égalité* », continuent-ils. « *2000 camarades ont été tués depuis le début des combats avec Daesh, c'est très dur, mais nous continuerons à nous battre, tant qu'il le faudra.* » Beaucoup ont également été blessés, souvent déjà plusieurs fois, par les balles ou les mines de l'État Islamique. Et malgré ce très lourd tribut, un nombre important de kurdes – jeunes ou moins jeunes – ne cessent de rejoindre les rangs des *guerilla*. Sans compter, toutes celles et ceux, qui au plus dur de la bataille, ont engagés leur vie, les armes à la main, contre les islamistes : un exemple est souvent repris, c'est celui de cette teyze, une tata d'une cinquantaine d'années qui a choisi de laisser ses sept enfants se débrouiller seuls pour qu'elle puisse partir au front.

Mais pour celles et ceux qui choisissent le parcours plus classique, cela commence par une formation de trois mois à Qandil – région montagneuse, bastion du PKK, et à cheval entre la Turquie et l'Irak. Et d'après ce que l'on nous dit, plus que l'aspect technique de l'apprentissage du maniement des armes et des tactiques de la guérilla, cette "formation" est avant tout « *idéologique* », c'est-à-dire politique et philosophique. A cette occasion, les camarades des YPG nous expliquent, que les PKK'lı apprennent, par exemple, « *à se débarrasser de leur Ego* » pour mettre leur individualité au service du collectif. C'est particulièrement à ce moment-là que la camaraderie s'étoffe et se renforce. Et après cette formation à Qandil, c'est le front.

Comment fonctionnent les YPG/YPJ ? Comment sont-ils organisés ? Nous n'avons pas toujours bien saisi les explications diverses, les nombreuses nuances ou encore les réponses timides (notamment pour des raisons de sécurité). Mais en gros et pour commencer, chaque combattant.e possède ses propres armes. Il peut choisir, en fonction de l'intensité des batailles bien-sûr, son "affectation" – pour pouvoir être avec ses potes par exemple.

Certain.e.s prennent (ou se font donner) des « *responsabilités* » : ainsi, il y a un grand nombre de commandant.e.s qui coordonnent chacun.e un petit nombre de combattant.e.s. Cette « *responsabilité* » tourne facilement et régulièrement, mais nous n'avons pas pu en savoir beaucoup plus à ce sujet. Enfin, un petit nombre de personnes sont « *coordinateurs* » et sont chargés d'articuler les petits groupes précédents. Nous ne savons pas comment ces personnes sont choisies, mais l'ancienneté a l'air d'être un facteur déterminant. Par contre, ce qui est sûr, c'est que nos interlocuteurs – quelque soient leurs « *responsabilités* » – nous ont souvent répété qu'ils étaient contre la hiérarchie, que personne ne compte ni plus ni moins qu'un autre, et que prendre ces fameuses « *responsabilités* » c'est seulement et uniquement se mettre au service de tous, au service de la communauté. Précisons aussi qu'il n'y a pas d'histoire d'argent au sein des combattant.e.s puisqu'il n'y a ni paye, ni solde. Les *guerilla* n'en veulent pas, ils ne se battent pas pour ça.

Un autre sujet revient très souvent : c'est la question de leurs morts. « *Nos morts sont aussi importants que nous qui sommes vivants.* » Toutes et tous ont vu des camarades tomber à leurs côtés. Ils nous répètent, à l'envi, qu'ils n'abandonnent jamais un corps. Ils les récupèrent, à tout prix, en prennent soin, les rendent à leurs familles ou bien les enterrent en grande pompe. Plusieurs somptueux cimetières "mémoriaux" sont d'ailleurs en train d'être aménagés en pé-





riphérie de Kobanê. Ils emportent aussi les corps des fascistes de Daesh, que ces derniers abandonnent le plus souvent sur place, voire même écrasent en roulant dessus avec leurs véhicules. Les YPG/YPJ enterrent aussi ces corps : « *malgré tout, c'étaient des êtres humains* », nous disent-ils gravement.

Nous abordons avec plusieurs d'entre eux les questions stratégiques. La quasi-totalité du canton de Kobanê a été repris à l'État Islamique. Et les camarades nous expliquent, sans trop s'en cacher, que les objectifs militaires des prochains temps sont multiples. Tout d'abord, tenir la rive Est de l'Euphrate et reprendre le barrage hydro-électrique plus en aval sur le fleuve. Ce barrage, qui alimentait Kobanê en énergie électrique, a été pris au régime syrien par Daesh : ces derniers obligent ainsi, jusqu'à présent, les habitants du canton à se satisfaire de quelques rares groupes électrogènes. Et le second objectif de taille avoué est l'ouverture d'un corridor à l'Est, jusqu'au canton de Ciziré, autre enclave kurde du Rojava. Ce canton, de part sa situation géographique, est beaucoup moins dépendant du bon vouloir de l'État turc : ouvrir un corridor permettrait à Kobanê de ne plus être, pour ainsi dire, sous embargo, et de pouvoir s'approvisionner beaucoup plus facilement.

Que pensent les camarades de l'aide de la coalition internationale ? Tout d'abord, ils ne se font aucune illusion sur les buts poursuivis par la coalition : ce ne sont définitivement pas les leurs. États-Unis,

France et consorts ne participent aux frappes aériennes, disent-ils, que pour affaiblir l'État Islamique, et non pas pour renforcer la guérilla kurde. Ce n'est pas un hasard si les occidentaux ne lui ont jamais livré d'armes. Le modèle social que les communistes kurdes promeuvent n'est irrémédiablement pas le même que celui des démocraties capitalistes occidentales.

Les camarades ont du se contenter des armes légères qu'ils avaient déjà et de leurs prises de guerre, une poignée de tanks des fascistes, mais ils ont le plus grand mal à les faire fonctionner. Peu de contacts avec la coalition, donc. Au plus fort de la bataille de Kobanê, les États occidentaux ont cependant, cette fois-là, cibler avec force les positions de l'État Islamique pour éviter qu'ils prennent la ville. Les combattant.e.s kurdes envoyaient photos et localisations précises de l'ennemi à la coalition, et celle-ci bombardait. Mais en dehors de ce moment crucial, les occidentaux ont souvent trouvé des excuses bidons – du genre, « *y a plus d'essence pour nos avions* » ! – pour ne pas balancer leurs bombes sur Daesh. L'analyse des YPG/YPJ reste, en dernier recours, la suivante : « *Les occidentaux veulent juste gérer le chaos qu'ils ont créé. Le fait que ça soit le bordel au Moyen-Orient leur convient. Ils veulent juste le gérer et l'orchestrer.* »

Daesh

Beaucoup de Tchétchènes, un certain nombre de militaires turcs, des jeunes saoudiens, des belges, des français, des « *enfants-bombes* ». Des camés gavés de produits pour les faire tenir face à leurs horreurs. Des soldats djihadistes de tous les pays lourdement armés de leurs tanks et mortiers. Des morts en sursis. Des morts laissés sur place, et finalement récupérés et enterrés par les kurdes des YPG/YPJ. L'abandon de tous ces corps par l'État Islamique, ainsi que les prisonniers faits parmi leurs troupes, ont permis aux camarades de mieux comprendre qui sont ces multiples soldats de Daesh, et comment ils fonctionnent. Les combattant.e.s kurdes reconnaissent volontiers qu'ils étaient un peu largué.e.s au début des combats parce qu'ils ne comprenaient rien à ces soldats d'un type nouveau pour eux. « *Nous savions comment fonctionnent les armées turque et iraniennes. Mais pas les fascistes de Daesh. Leurs généraux sont riches, ont beaucoup de pouvoir et ne prennent que peu de risques. Et leurs soldats de base sont tarés et ressemblent plus à des morts-vivants qu'à autre chose.* » Selon des témoignages d'enfants-soldats de l'État Islamique faits prisonniers par les Peshmergas – kurdes d'Irak – beaucoup des jeunes recrues subiraient des sévices, des viols et l'obligation d'assister à

des scènes sanglantes, à seule fin de casser leur virilité, leur dignité, de les réduire à l'obéissance, et de les habituer à vivre dans l'horreur. Les camarades insistent également sur deux choses : tout d'abord, le fait qu'ils ont retrouvés dans les treillis de bon nombre de cadavres ennemis plein de cachetons et de seringues. Et deuxièmement qu'une des tactiques souvent utilisées par Daesh est l'attentat suicide sur la ligne de front : « *Il nous est arrivé de subir des assauts où 45 à 50 soldats ennemis avançaient sur notre position en se faisant exploser les uns après les autres.* » Cela fait froid dans le dos, et laisse imaginer à quel point leur lavage de cerveau n'avait qu'un seul objectif : celui de les maintenir jusqu'à la mort dans un cauchemar éveillé.

Pour ce qui est, jusqu'à présent, de la stratégie de leurs chefs souvent tchétochènes, les YPG/YPJ décrivent une pratique similaire à la razzia : offensive, pillages et vols, saccages et meurtres, puis face à la contre-offensive qu'il leur est opposée, repli progressif. Daesh est du coup devenue spécialement riche et a pu s'acheter beaucoup d'armes lourdes : mortiers, bazookas, tanks, mines, etc. Et ils les considèrent souvent comme un mix de mafia et de fascisme. Les camarades guerilla soulignent aussi le fait particulièrement important que l'État Islamique a été directement soutenu par l'État turc et l'AKP du président Erdoğan. Aussi bien par le fait que des gradés turcs soient présents dans les rangs fascistes, que par l'aide logistique en Turquie. A plusieurs reprises et de manière bien affichée, l'État turc a ouvert la frontière – la fameuse “Porte” menant à Kobanê –, aux djihadistes de Daesh pour que ces derniers puissent passer du matériel et des hommes de la Turquie à la ligne de front dans le canton, ou même carrément mener des attaques sur la ville depuis le nord. Par contre, les militaires turcs se sont bien gardés de laisser passer dans l'autre sens les guerilla blessés, préférant les voir mourir au pied de la “Porte”. Enfin, les YPJ/YPG n'oublient pas non plus le double-jeu des Peshmergas – les kurdes irakiens de Barzani soutenus par les États-Unis –, qui se sont parfois retirés devant l'État Islamique en train d'attaquer, laissant seules les populations locales et les camarades PKK'li, et aidant donc indirectement les fascistes.

Les femmes YPJ

Le lendemain de notre arrivée, on nous dépose chez notre hôte, Dil, l'une des coordinatrices des YPJ. Elle habite dans un petit fortin en haut d'une des collines surplombant les alentours. Ici, s'offre à nous une vue aussi

bien à l'est et à l'ouest qu'au nord et au sud sur les villages de Kobanê. Nous sommes là non loin des affrontements entre les camarades et Daesh. Deux jeunes femmes nous accueillent habillées en tenue militaire. On dirait, à première vue, des jeunes lycéennes qui se seraient trompées d'école. Elles nous installent dans le salon. Des rideaux roses bonbons style baroque, des petits cousins bleus avec de la broderie dorée, des drapeaux du YPJ, la photo du leader Apo, des bibelots variés, des peluches, telle est la déco à la fois kitch et austère de la maison. En attendant Dil qui est au front avec les combattant.e.s, une discussion s'amorce avec les filles.

Sad est engagée depuis plus de six ans au sein du PKK, et depuis deux ans avec le YPJ – la branche syrienne et féminine du PKK. Elle a combattu à Ciziré avant de venir se battre sur le canton de Kobanê. Elle a 26 ans. A l'âge de 9 ans, elle assiste à une scène où son père gifle sa mère, de là commencent les questionnements. Pourquoi frapper celle qu'on aime ? Quelle place a la femme dans le foyer familial, dans la société ? Elle se rend compte que la destinée qu'on lui propose n'est rien d'autre que se marier, être la bobonne d'un mari, faire des enfants, et ne pas avoir son mot à dire. Elle refuse ce futur, elle veut être une femme libre. Elle s'engage auprès du PKK. Elle pense avoir fait le meilleur choix de sa vie. Elle se trouve, se questionne, s'éduque. Grâce aux formations à Qandil. Grâce aux réunions tous les quinze jours à l'académie des femmes. Grâce aux œuvres littéraires qu'elle étudie tout au long de son parcours : la philosophie, l'art, les écrits d'Apo, ainsi que des témoignages et des autobiographies... Et, bien-sûr, grâce à la richesse des échanges avec les autres camarades. Les liens avec ces dernières l'épanouisse. Elle dit tout avoir ici. Et l'amour, on demande, comment vous faites ? « *On a pas le "droit" de vivre des relations amoureuses. On ne vit pas d'histoire. C'est un choix, difficile, mais on s'y habitue, puis on sait pourquoi on refuse "l'Amour". Il faut laisser le temps pour que la conscience de chacun évolue : pour permettre à l'homme de laisser tomber sa mentalité patriarcale, et pour la femme de se libérer de son état d'esclave. Et pour ce changement, il faut qu'on se batte. La lutte est partout. Pour arriver à la saisir, on étudie la jinealoji, on se retrouve dans des groupes de femmes comme à l'académie. On a des logements séparés d'avec les hommes.* » Pour elle, les liens de camaraderie ont bien plus de valeurs à ses yeux que n'importe quelle autres relations. « *Et puis, on se bat pour des causes juste, même si parfois ça peut paraître radical : contre l'oppression, le patriarcat, pour la défense des opprimés, pour les*

femmes ! Ma place est ici. » On lui demande pourquoi elle est là avec nous, et pourquoi pas au front avec les autres. Un sourire crispé, avec le regard noir, répond : *« Cinq jours que je suis là, je tourne en rond. Je veux aller au front mais on ne m’y autorise pas. Parce que ça fait cinq mois que je combats sans avoir fait de pause. J’ai toujours contourné mes journées de repos. J’ai mon corps ici mais ma tête est là-bas avec mes camarades. Comment les commandant.e.s veulent que je me repose pendant que les autres se battent ? »* Nous en profitons pour demander si elles ont un souci avec la “hiérarchie”, et est-ce qu’il leur arrive de ne pas obéir aux ordres. Sad nous dit, qu’il y a une hiérarchie mais pas comme on l’entend. *« Ce sont des postes à tenir pour le bon fonctionnement de l’organisation collective. Personne n’est au-dessus de personne. »* Et pour la désobéissance, elle répond que ça ne leur arrive pas. Sauf lorsqu’on leur ordonne de faire demi-tour pendant un combat ou parce qu’il faut qu’elles se reposent, nous avoue-t-elle. Elle sourit en disant que ce n’est pas vraiment désobéir.

Denk, occupée à téléphoner, à ses camarades sur le front, à ceux envoyé à l’hôpital de Cizre pour des soins lourds et à sa famille, finit par se joindre à nous. Plus réservée, elle se lance dans le récit de sa vie. Lorsqu’elle était petite, son père devait régulièrement fuir la maison car il était poursuivi par l’État turc pour ses idées politiques. Toute la famille a vécu la répression au quotidien. L’armée turque venait régulièrement semer la terreur. Denk a naturellement repris le flambeau de la résistance et s’est engagée auprès du PKK. Blessée le mois dernier au bras, elle doit rester au fortin, loin du front. En attendant, elle étudie un livre d’histoire sur le Kurdistan, pour pouvoir, dans quelques jours, le transmettre sous forme de cours à l’académie des femmes.

« On croit au changement, si on avait pas d’espoir, on ne mettrait pas nos vies en jeu ! », nous confie-t-elle avant de repartir téléphoner à un camarade et de voir s’il ne s’ennuie pas sans elles au front...

L’éducation permanente pour la révolution

Quelques heures avant la fin de notre court séjour en terres rojaviennes, nous avons la chance de croiser par hasard Sya, une des femmes “référentes” en question d’éducation. Pendant deux bonnes heures nous discuterons d’éducation au sens large du terme. Elle nous explique que c’est avant tout un état d’esprit, une disposition à la curiosité, une envie

de constamment remettre en question l'ordre des choses, un désir de connaissance : « *Apprendre du passé pour pouvoir construire l'avenir* » nous dit-elle. Elle a vécu un certain nombre d'années en Europe, où elle s'est intéressée à l'anthropologie. Et, tout comme l'Histoire, cela lui paraît essentiel pour comprendre bien des choses.

A commencer par l'histoire des femmes, leurs rapports avec les hommes, la difficulté à se considérer et à être considérées comme leur égales, etc...: le patriarcat, quoi ! Toutes ces problématiques sont regroupées depuis peu dans un récent "courant de pensée" au Kurdistan, la *jineoloji* : sorte de gros mélange de féminisme (avec de nombreuses références aux différentes tendances du féminisme occidental), d'histoire des femmes depuis le néolithique, de philosophie, et de toutes les spécificités culturelles du Moyen-Orient et du Kurdistan. Sya remonte ainsi à la Préhistoire pour expliquer la première grande fracture originelle entre hommes et femmes : la spécialisation des tâches et donc des rôles, avec d'un côté, les hommes qui vont chasser et subviennent ainsi aux besoins de la communauté, et de l'autre, les femmes qui enfantent, s'occupent de leur progéniture et se voient allouer le travail domestique. Les hommes affirment leur force et leur virilité, pendant que les femmes deviennent douceur et instinct maternel incarnés. C'est de là, nous dit-elle, que tout part, que se met en place l'exploitation et la domination des hommes sur les femmes. De cette analyse découle notamment, par exemple, la création en 2012 d'unités de guérilla strictement féminines. Les YPJ, même si elles combattent côte à côte avec les YPG, possèdent leurs propres moyens, leurs académies de femmes, leurs formations spécifiques, « *et tant que nous auront besoin, hommes comme femmes, de réfléchir à la question de l'égalité réelle entre les sexes, nous resterons, au sein du PKK, des YPJ et YPG, des entités séparées. Nous ne chercherons pas les relations amoureuses, qui jusqu'à présent, restent souvent malheureusement synonymes de soumission, de dépendance, de jalousie, etc. Nous préférons les relations de camaraderie collective, où chacune met l'autre et le collectif au centre de ses attentions.* »

Nous abordons ensuite la « *modernité capitaliste* » et sa critique. Derrière ce concept, kurde là encore, semble se croiser trois aspects des choses. Primo, le capitalisme, comme classique rapport d'exploitation où les possédants exploitent la force de travail de celles et ceux qui n'ont rien. Secundo, le capitalisme comme rapport social où les relations entre les gens

ont comme intermédiaires l'argent, la concurrence et l'individualisme. Et tertio, le capitalisme comme modernité qui a saccagé les formes d'organisations et les pratiques ancestrales. Ce n'est guère étonnant, mais nous pouvons retrouver le même genre d'idées au cœur des luttes indigènes des continents nord et sud-américains : les situations sont similaires. Quand on lui demande, Sya nous dit qu'elle suit avec un intérêt certain la lutte zapatiste, et que s'il n'y a pas beaucoup de livres sur le sujet traduits en kurde ou en turc, elle les lit en anglais ou en allemand. Toujours à propos de cette « *modernité capitaliste* », là où elle nous surprend un peu c'est quand, au détour d'une phrase, elle fait un rapprochement aux apparences alambiquées entre trois manifestations de cette modernité : le sexe, le sport, et la culture. Trois expressions de la modernité et trois dispositifs capitalistes. Le sexe comme pornographie, comme libéralisme sexuel, comme consommation de l'autre. Le sport comme culture de soi, comme narcissisme individualisé. La culture, enfin, comme marchandise culturelle, comme connaissance vidée de sens, comme dispositif d'exclusion et de gentrification. On ne pensait pas que nous aurions de telles discussions philosophico-politiques avec les camarades PKK'lı au milieu des décombres de la Kobanê en ruines. Comme quoi on peut s'attendre à tout au Rojava !

Rien n'est fini...

Deux journées à Kobanê. Bien denses et copieuses en rencontres et en informations. Resteront, bien ancrés, les souvenirs des franches rigolades blagues sur blagues, des discussions à cœur ouvert tambour battant, et d'un sens de l'accueil où l'hospitalité rime toujours avec intérêt et bienveillance. Resteront aussi, bien-sur, quelques doutes et des tas de questions. Resteront, enfin, deux certitudes. Celle qu'il nous est décidément bien difficile de tout comprendre à ce qu'il se passe au Rojava avec nos yeux occidentaux, avec nos grilles d'analyses, nos théories et nos cultures occidentales. Et celle qu'il se déroule en ce moment au Kurdistan un mouvement vraiment des plus intéressants, une tentative révolutionnaire réellement digne d'intérêt et de solidarité.

Rien n'est fini, mais tout commence !

Ce recueil de textes propose de revenir rapidement sur l'expérience du mouvement d'émancipation sociale kurde des dernières années. Le reportage réalisé pour le journal CQFD et les deux témoignages de camarades voyageurs que nous avons réunis sont une modeste contribution pour informer et rendre compte des dynamiques actuelles au Kurdistan : mouvement des femmes et assemblées de quartier, autonomie au Rojava et guerre « anti-fasciste » contre Daesh, refus de l'Etat et discours contre les hiérarchies...

.1.

Sous le paradigme kurde

.2.

Mission « sous-vêtements pour Kobanê »

.3.

**2 jours à Kobanê avec
les camarades des YPJ/YPG**